

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



A Gonesse, une parcelle de légumes à nouveau menacée d'expulsion

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) appelle le 14 novembre à un rassemblement devant le tribunal de grande instance de Pontoise pour le droit de défendre les terres agricoles de la plaine de France contre les vastes projets de bétonnage soutenus par le gouvernement. Depuis mai 2017, une parcelle cultivée par les citoyens permet d'informer les Franciliens sur le projet CARMA, qui vise à sauver 300 hectares de terres, menacés de destruction par le mégacentre commercial EuropaCity et une zone de bureaux. **C'est ce droit d'informer qui est désormais menacé par la demande d'expulsion de la parcelle.**

Résumé des faits : le 9 mars 2018, trois jours après l'annulation de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) du Triangle de Gonesse par le tribunal administratif de Pontoise, l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) sommait le Collectif pour le Triangle de Gonesse « *de quitter et libérer les lieux de toutes personnes et de tous biens, et ce immédiatement et sans délai* ». Les lieux en question sont une parcelle de 1200 m², délaissée depuis de nombreuses années, et sur laquelle le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) a organisé la première Fête des Terres de Gonesse, le 21 mai 2017. Plusieurs bandes de légumes ont alors été mises en culture.

Depuis, des rendez-vous réguliers et événements ont été organisés. La récolte de courges et de pommes de terre a notamment été offerte à plusieurs reprises sous forme de soupe républicaine.

« *A l'évidence, l'Etablissement public foncier d'Ile de France et le maire de Gonesse ne supportent pas que l'on informe les citoyens de ce qui les regarde* », déclare Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse. « *Depuis l'annonce du projet EuropaCity, le maire refuse toute possibilité de réunion publique aux opposants et cherche à empêcher le groupement CARMA, porteur d'un autre projet basé sur la production alimentaire et la création*

d'emplois de proximité, de faire connaître ses propositions».

Le projet de mégacentre commercial EuropaCity - qui prévoit notamment 500 boutiques, 2700 chambres d'hôtel et une piste de ski sous hangar - porté par le groupe de grande distribution Auchan et le conglomérat chinois Wanda, dispose lui d'une « maison du projet » située en face de la mairie de Gonesse. Il déploie d'importants moyens de communication.

« *Dans un tel contexte, la sommation de l'EPFIF, soutenue par le maire de Gonesse, représente un déni de démocratie* », ajoute Bernard Loup. Malgré la protestation de plusieurs conseillers régionaux auprès du président de l'EPFIF (aussi vice-président du Conseil régional), l'EPFIF a choisi de maintenir sa sommation de quitter la parcelle. Depuis le 9 mars 2018, le CPTG a obtenu à trois reprises le report de l'audience de référé et a pu organiser ainsi la deuxième Fête des Terres de Gonesse le 27 mai 2018.

« *Le 14 novembre nous allons continuer à porter le débat sur les enjeux de politique d'aménagement du territoire, qui concernent l'ensemble des citoyens d'Ile de France. Nous attendons des pouvoirs publics qu'ils s'engagent réellement dans la lutte contre le dérèglement climatique et qu'ils cessent d'artificialiser les terres* », déclare Bernard Loup.

**Rendez-vous mercredi 14 novembre devant le Tribunal de Pontoise,
[3, rue Victor Hugo](#), à partir de 9h (à 700m de la gare de Pontoise
trains au départ des gares du Nord et Saint-Lazare).**

Contact : Bernard Loup, président du CPTG,
Tel : 06 76 90 11 62
nonaeuropacity@gmail.com



Cultiver plutôt que bétonner le
Grand Paris
Sur le triangle de Gonesse, à la place du...
YOUTUBE.COM

Projet CARMA

Pour les journalistes, notre site met à disposition des chiffres, vidéos, des dossiers thématiques et des photos libres de droit et réutilisables. Vous trouverez aussi l'historique des communiqués de presse.

[Cliquer ICI](#)



Sur Facebook, likez, suivez, partagez !



Sur Twitter, suivez, retweetez !